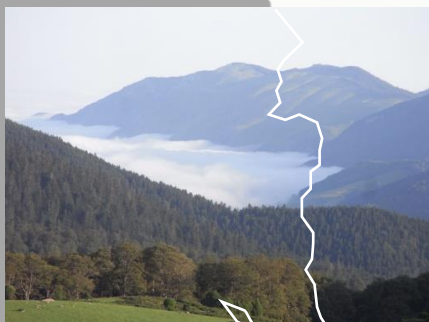


Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Haute-Bigorre

1 / Rapport de présentation

Sommaire général – Préambule – Glossaire



Version pour Approbation
18 février 2021

OPERA – GUITTON / OTT – ECOVIA

Pour la Communauté de communes de la Haute-Bigorre

Sommaire général

PREAMBULE

GLOSSAIRE

LIVRET 1 – DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE

LIVRET 2 – ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

LIVRET 3 – JUSTIFICATION DES CHOIX

LIVRET 4 – ESPACES DANS LESQUELS LES PLU DOIVENT ANALYSER LES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION

LIVRET 5 – ARTICULATION DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRES DE RANG SUPERIEUR

LIVRET 6 – ANALYSE DES INCIDENCES DONT LES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000 ET MESURES ENVIRONNEMENTALES ET DE SUIVI ASSOCIEES

LIVRET 7 – RESUME NON TECHNIQUE

LIVRET 8 – INDICATEUR DE SUIVI

ANNEXE : LISTE DES PLANTES EXOTIQUES ENVAHISSANTES EN MIDI-PYRENEES 2013-2018

Préambule

Le SCoT, objectifs et contenu matériel

Les articles L. 101-1 et L. 101-2 du Code de l'urbanisme définissent les principes communs à tous les documents d'urbanisme. L'article L101-2 a été modifié par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi « ALUR »).

✓ Article L101-1

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie. »

✓ Article L101-2

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ».

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

Le cadre général et la composition du dossier du SCOT sont régis par les articles L. 141-1 à L. 141-5 et suivants :

✓ Article L141-1

« Le schéma de cohérence territoriale respecte les principes énoncés aux articles L. 101-1 à L. 101-3.

Il est compatible avec les dispositions et documents énumérés aux articles L. 131-1 et prend en compte les documents énumérés à l'article L. 131-2. »

✓ Article L141-2

« Le schéma de cohérence territoriale comprend :

1° Un rapport de présentation ;

2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;

3° Un document d'orientation et d'objectifs.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. »

✓ Article L141-3

« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs en s'appuyant sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, notamment au regard du vieillissement de la population et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'agriculture, de préservation du potentiel agricole, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes. Il prend en compte la localisation des structures et équipements touristiques existants, les besoins globaux en matière d'immobilier de loisir, la maîtrise des flux de personnes, les objectifs de consommation économe de l'espace et de préservation de l'environnement, des paysages et du patrimoine architectural ainsi que les objectifs de protection contre les risques naturels.

Il identifie, en prenant en compte la qualité des paysages et du patrimoine architectural, les espaces dans lesquels les plans locaux d'urbanisme doivent analyser les capacités de densification et de mutation en application de l'article L. 151-4.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs.

Il décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 131-1 et L. 131-2, avec lesquels il est compatible ou qu'il prend en compte. »

✓ Article L141-4

« Le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.

Lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale recouvre en tout ou partie celui d'un pays ayant fait l'objet d'une publication par arrêté préfectoral, le projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale prend en compte la charte de développement du pays. »

✓ Article L141-5

« Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, le document d'orientation et d'objectifs détermine :

1° Les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers ;

2° Les conditions d'un développement urbain maîtrisé et les principes de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux, de mise en valeur des entrées de ville, de valorisation des paysages et de prévention des risques ;

3° Les conditions d'un développement équilibré dans l'espace rural entre l'habitat, l'activité économique et artisanale, et la préservation des sites naturels, agricoles et forestiers.

Il assure la cohérence d'ensemble des orientations arrêtées dans ces différents domaines. »

La loi définit également le « contenu matériel » du schéma de cohérence territoriale en imposant trois documents successifs (articles R. 141-1 à R. 141-9) :

- ✓ Le rapport de présentation dont l'état initial de l'environnement et l'évaluation environnementale ;
- ✓ Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;
- ✓ Le document d'orientation et d'objectifs (DOO).

En ce qui concerne le rapport de présentation :

✓ Article R141-2

« Le rapport de présentation expose le diagnostic prévu à l'article L. 141-3 et précise, le cas échéant, les principales phases de réalisation envisagées.

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;

2° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

3° Explique les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du schéma au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ;

4° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ;

5° Définit les critères, indicateurs et modalités retenues pour l'analyse des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L. 143-28. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du schéma sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

6° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »

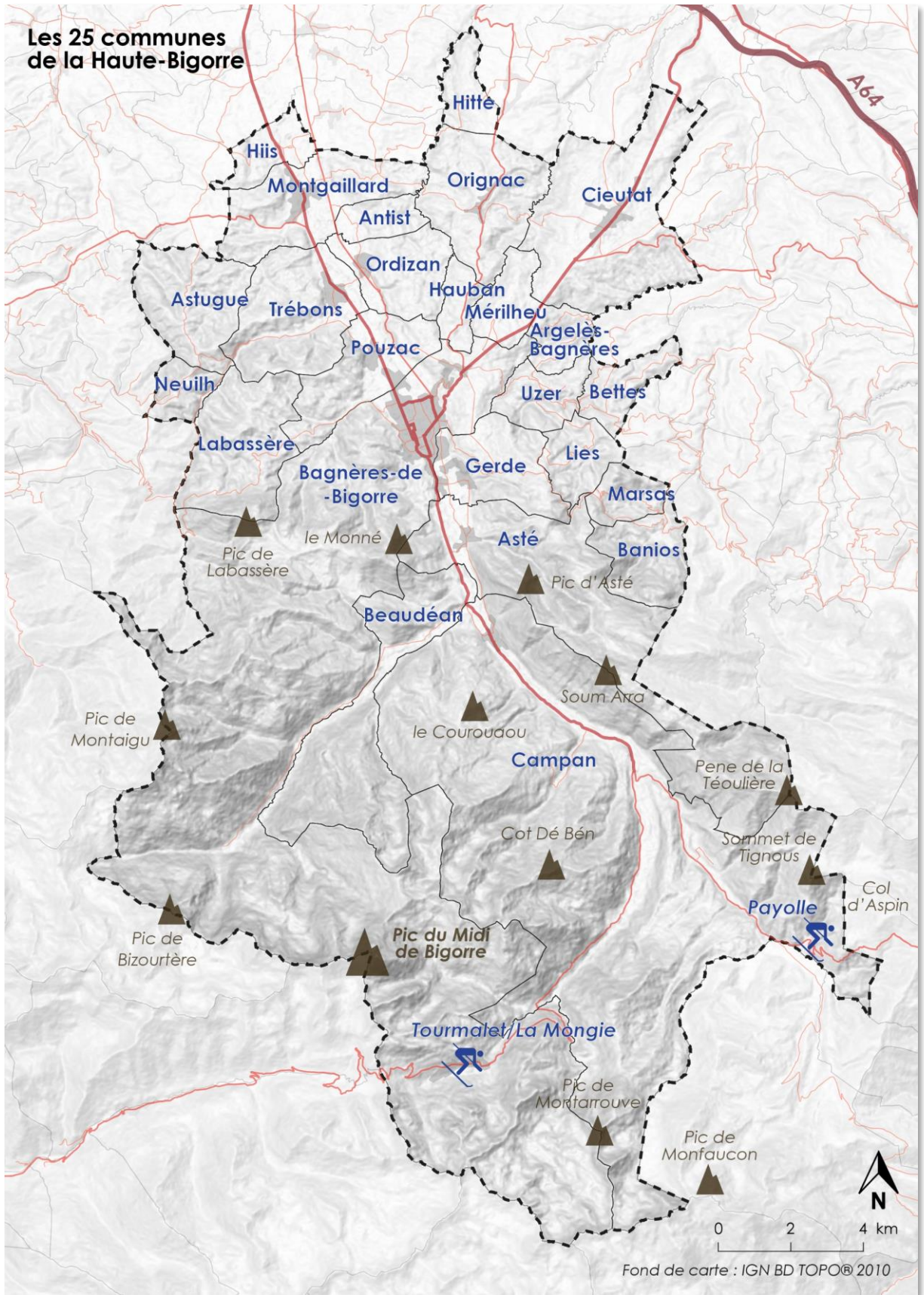
✓ Article R141-3

« Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du schéma de cohérence territoriale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. »

✓ Article R141-4

« En cas de révision, de modification, ou de mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés. »

Carte du territoire



1.1. La communauté de communes et le SCoT

La Communauté de Communes de la Haute-Bigorre (CCHB) a été créée en 1994.

A l'origine, elle comprenait 18 communes pour 14 700 habitants sur une superficie de 22 939 ha. Entre 1995, et 2006, 5 communes les ont rejointes, puis deux communes nouvelles en 2010.



En 2011, une commune a été intégrée et a consolidé la CCHB qui forme aujourd'hui un ensemble territorial cohérent et d'un seul tenant.

Le Schéma de Coopération Intercommunale des Hautes-Pyrénées en 2014 n'a pas apporté de modification au périmètre de la Communauté de Communes.

Enfin depuis le 1^{er} janvier 2018, la communauté de communes accueille la commune de Hitte, qui faisait jusqu'alors partie de la communauté de communes des coteaux de Pouyastruc et du canton de Tournay.

Antist	Hitte
Argelès-Bagnères	Labassère
Asté	Lies
Astugue	Marsas
Bagnères-de-Bigorre	Mérilheu
Banios	Montgaillard
Beaudéan	Neuilh
Bettes	Ordizan
Campan	Orignac
Cieutat	Pouzac
Gerde	Trébons
Hauban	Uzer
Hiis	

Aujourd'hui composée de **25 communes** de taille et poids démographique différents, elle regroupe ainsi 17 082 habitants en 2015 et constitue l'un des EPCI les plus importants du département des Hautes-Pyrénées.

La communauté est dotée des compétences suivantes obligatoires :

- ✓ Aménagement de l'espace, dont **l'élaboration du Schéma de Cohérence territoriale (SCoT)**,
- ✓ Développement économique (dont promotion entreprises, assistance aux créateurs d'entreprises, Zones d'Activité...), aménagement touristique¹ (valorisation hébergement touristique, sentiers...),
- ✓ Agriculture (gestion abattoir, promotion des produits agricoles, ...)
- ✓ Commerce et artisanat (soutien aux activités),
- ✓ Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- ✓ Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- ✓ Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations,

Elle est également dotée de compétences optionnelles et facultatives comme :

- ✓ La politique du logement social et du cadre de vie (dont OPAH, ...),
- ✓ La création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire,
- ✓ La protection et mise en valeur environnementale (ouverture sentiers de randonnées, mise en place et exploitation des dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques, soutien au conservatoire Botanique Pyrénéen, soutien à la Réserve Internationale de Ciel Etoilé...)
- ✓ L'action sociale (personnes âgées, enfance, handicapés, cuisine centrale...),

¹ La compétence Développement et promotion touristique ont été transférées au Syndicat Mixte Grand Tourmalet Pic du Midi.

- ✓ La protection incendie (contingent au SDIS et protection de l'habitat isolé)
- ✓ La culture (médiathèque, cinéma, salles de spectacle, valorisation du baroque pyrénéen)
- ✓ Le sport (stade nautique, stades du SIVU de Bagnères-de-Bigorre, Pouzac, Campan, Ordizan et Montgaillard)
- ✓ Le transport (transport à la demande des personnes âgées ou porteuses d'un handicap, Navette hivernale Bagnères de Bigorre – La Mongie, Navette estivale sur le territoire)

Glossaire

AASQA : Association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air

ABF : architecte des bâtiments de France

AEP : adduction d'eau potable

AFU : association foncière urbaine

APPB : arrêté préfectoral de protection de biotopes

BE : bureau d'études

CA : chambre d'agriculture

CAUE : conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement

CC : communauté de communes

CC : carte communale

CCIRB : communauté de communes de l'Ille-Rousse – Balagne

CCCB : communauté de communes Calvi Balagne

CCI : chambre de commerce et d'industrie

CDCEA : commission départementale de la consommation des espaces agricoles

CDSPP : commission départementale des sites, perspectives et paysages

CE : Code de l'environnement

CES : coefficient d'emprise au sol

CEREMA : centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

CG : conseil général

CGI : code général des impôts

CLC : Corine Land Cover

CMA : chambre des métiers et de l'artisanat

COS : coefficient d'occupation des sols

CU : Code de l'urbanisme

CU : communauté urbaine

DDTM : direction départementale des territoires et de la mer

DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques

DCE : Directive Cadre sur l'Eau

DOO : document d'orientation et d'objectifs

DPU : droit de préemption urbain

DPUR : droit de préemption urbain renforcé

DREAL : direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DTA : directive territoriale d'aménagement

DTADD : directive territoriale d'aménagement et de développement durable

DUP : déclaration d'utilité publique

EBC : espaces boisés classés

ENS : espaces naturels sensibles

EPA : établissement public administratif

EPIC : établissement public industriel et commercial

EPF : établissement public foncier

EPR : espaces proches du rivage

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

ER : emplacement réservé

Extension urbaine : secteur de nouvelle urbanisation localisé à l'extérieur de l'emprise bâti (ou enveloppe urbaine) existante.

GES : gaz à effet de serre

HLM : habitation à loyer modéré

IGN : Institut Géographique National

INPN : Inventaire national du patrimoine naturel

Loi ENE ou Loi Grenelle : loi engagement national pour l'environnement

Loi ENL : loi engagement national pour le logement

Loi LEMA : loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Loi SRU : loi solidarité et renouvellement urbain

Loi UH : loi urbanisme et habitat

OIN : opération d'intérêt national

OAP : orientation d'aménagement et de programmation

PA : permis d'aménager	SMD : seuil minimal de densité
PADD : projet d'aménagement et de développement durable	SPANC : service public d'assainissement non collectif
PAE : projet d'aménagement d'ensemble	SPLA : société publique locale d'aménagement
PC : permis de construire	SRADT : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire
PCET : plan climat énergie territorial	SRCAE : schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie
PDIPR : plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées	SRCE : schéma de cohérence écologique
PDU : plan de déplacement urbain	SSC : schéma des services collectifs
PEB : plan d'exposition aux bruits	TH : taxe d'habitation
PLH : plan local de l'habitat	TLE : taxe locale d'équipement
PLU : plan local d'urbanisme	TVB : trame verte et bleue
PLUI : plan local d'urbanisme intercommunal	ZAC : zone d'aménagement concerté
PPA : personnes publiques associées	ZAD : zone d'aménagement différé
POS : plan d'occupation des sols	ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique
PNRAS : participation pour non réalisation des aires de stationnement	Zone A : zone agricole du PLU
PPR : plan de prévention des risques	Zone AU : zone à urbaniser du PLU
PPRL : plan de prévention des risques littoraux	Zone N : zone naturelle et forestière du PLU
PPRN : plan de prévention des risques naturels	Zone U : zone urbaine du PLU
PPRT : plan de prévention des risques technologiques	ZPS : zone de protection spéciale
RNU : règlement national d'urbanisme	ZSC : zones spéciales de conservation
SAGE : schéma d'aménagement et de gestion des eaux	
SCoT : schéma de cohérence territoriale	
SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux	
SDTAN : schéma directeur territorial d'aménagement numérique	
SDC : schéma de développement commercial	
SdP : surface de plancher	
SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif	
SEM : société d'économie mixte	
SHON : surface hors œuvre nette	

